

«ZEMMOUR,  
TAISEZ-  
VOUS»!



P.2

SUPPRESSION DU PARRAINAGE ET ADOPTION  
DU SUFFRAGE UNIVERSEL DIRECT AUX LOCALES 2022

# LE SÉNÉGAL SOUS LA MENACE DU PROTOCOLE DE LA CEDEAO



P.3

AZIZ SALMONE FALL, POLITOLOGUE  
«Seule une rupture sélective avec  
le système monde permettra à  
l'Afrique de sortir de sa condition»



P.5

ANNULATION DE LA DETTE AFRICAINE

You et cie introduisent le  
dossier au sommet du G7



P.4

INCIDENTS SURVENUS TRIBUNAL  
CORRECTIONNELLE DE DIOURBEL

Me Babou Suspendu  
provisoirement



P.7

## AZIZ SALMONE FALL, POLITOLOGUE

# «Seule une rupture sélective avec le système monde permettra à l'Afrique de sortir de sa condition»

Politologue internationaliste, panafricain d'origine sénégalaise et égyptienne, le Pr Aziz Salmone Fall enseigne les sciences politiques, l'anthropologie, les relations internationales et le développement international au Canada, à l'université McGill et à l'UQAM. Membre du Groupe de Recherche et d'Initiative pour la libération de l'Afrique (Grila), il s'est beaucoup distingué à travers son combat contre l'impunité en Afrique. Dans cet entretien accordé à Sud Quotidien, il revient entre autres sur sa vision du mondialisme, de la politique, sur ses relations avec feu l'économiste égyptien Samir Amin.

### PROPOS RECUEILLIS PAR NDEYE AMINATA CISSE

**Vous venez d'animer une série de conférences à l'université Cheikh Anta Diop de Dakar et Gaston Berger de Saint-Louis. Quel est le but de ce retour actif au pays natal ?**

C'est la première fois que j'anime des conférences à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar ainsi qu'à l'Université Gaston Berger de St-Louis. J'ai eu aussi la chance de consulter différentes formations politiques pour prendre le pouls et visiter l'intérieur du pays. C'était une façon d'allier à la fois le travail professionnel académique et revoir les camarades et les militants.

**Quelle est votre vision du mondialisme et de l'altermondialisme ?**

C'est vrai que nous avons une lecture critique de l'insertion de l'Afrique dans le système monde. A l'instar de celle de Samir Amin, nous considérons que seule une rupture sélective avec le système monde permettra à l'Afrique de sortir de sa condition. Les ressources que regorgent le continent sont pour l'instant exploitées sans que cela ne permette ni la souveraineté du continent ni le développement du continent. Donc c'est une position qui nous classe dans l'altermondialisme mais je crois que nous sommes des panafricains internationalistes. C'est justement cette occasion qui permet de lancer ce que j'appelle le «panafricentrage», c'est-à-dire une stratégie alternative de rupture sélective du système monde pour la construction d'un développement autocentré panafricain dans la perspective d'un Etat fédéral. C'est un peu cet esprit qui anime notre travail. **Pouvez-vous nous entretenir de vos relations avec feu Sa-**

**mir Amin dont vous semblez avoir été proche ?**

C'est une vieille amitié à la fois idéologique et académique. Je suis membre du Forum du tiers monde. J'ai eu aussi la chance et l'opportunité, même si c'est une occasion triste, de m'occuper de ses obsèques quand il est décédé. Et par la suite de faire un film qui porte son nom : « Samir Amin, l'internationaliste organique ». Donc je continue l'œuvre de Samir Amin au sein de l'International des travailleurs et des peuples qui est l'effort de reconstruction d'une 5ème internationale.

**C'est le sens de votre engagement ?**

J'ai quelques éléments qui me tiennent à cœur. D'abord « l'affaire » du président Sankara que j'ai l'honneur de diriger depuis 24 ans avec un collectif d'avocats, qui a fait un travail de mobilisation qui a dû, d'une certaine façon permettre l'éveil ou le renversement du régime Compaoré. De l'autre côté, une magistrature de plus en plus courageuse a finalement permis l'inculpation du régime Compaoré. Nous sommes dans l'expectative de l'attente d'un procès. Et bien sûr, le Burkina Faso est fragilisé par la déstabilisation sécuritaire. C'est l'autre relais de mon chapeau qui depuis une dizaine d'années se traduit par notre lutte contre la présence des bases militaires étrangères. Il y a une prolifération de ces bases qui sont articulées sur la question de l'accès aux ressources mais aussi le risque d'arrivée d'autres partenaires comme la Chine. Ceci est au cœur même de l'instrumentalisation du chaos. La question de l'impunité et la question de la présence des bases militaires et l'insécurité m'affectent beaucoup



dans la réflexion que j'ai pour un développement autocentré.

**Peut-on arriver à reculer l'impunité en Afrique sans le support des pays occidentaux ?**

La question de l'impunité est complexe. Il y a d'abord l'impunité des grandes chaînes multinationales. Il n'existe pas au niveau du droit international quelque chose qui soit contraignant au niveau des agissements des responsabilités sociales et environnementales des firmes. Ensuite il y a une grande impunité au niveau des dirigeants politiques, au niveau de l'enrichissement illicite et du transfert des ressources, des derniers publics vers l'étranger ou dans le foncier, notamment dans l'accaparement des terres. Et enfin il y a le manque de transparence dans les systèmes juridiques au niveau des magistratures des pays africains. Vraiment il y a un immense travail à faire et la vigilance des sociétés civiles africaines doit être accrue afin de pouvoir juguler cette question. Pour nous, l'affaire Sankara n'est que le prétexte d'un élan pour que la lutte pour les droits civils et politiques des citoyens africains soient enfin honorée.

**Quelles sont les perspectives pour l'Afrique dans cette période de confusion idéologique sanitaire, économique et socio-culturelle ?**

Les perspectives sont celles

d'un éveil progressif vu la crise économique et la période post-Covid. Il va y avoir un endettement accru en raison des dépenses publiques qui ont été augmentées et du ralentissement du boom économique africain dont les taux de croissance étaient importantes. Ces deux situations d'instabilité de l'économie mondiale occasionnent une sorte de retour à la question idéologique. Jusqu'aux 30 dernières années, le néolibéralisme va contribuer à dépolitiser une bonne partie des pans sociaux. Les partis politiques eux-mêmes ont été sommés d'aller en coalition pour rester dans le gouvernement. Les partis de gauche ont été fragmentés, marginalisés. Partout ils ont pratiquement perdu le pouvoir. Pour nous les forces progressistes africaines doivent absolument utiliser cette période pour se réveiller. Il y a une portion de l'intelligentsia qui commence à prendre conscience de l'ampleur du système et qui donne les réponses idoines pour s'en sortir.

**Peut-on espérer à court terme une arrivée au pouvoir de véritables forces progressistes dans les pays africains ?**

Il y a une grande capacité des forces de gauche de sortir de leurs fragmentations et de s'unir. Le paradoxe du Sénégal c'est qu'à deux reprises les forces de gauche ont permis l'attribution de libéraux : une fois avec

le Président Abdoulaye Wade et une seconde fois avec le Président Macky Sall. Sans ces atelages de gauche, ils ne seraient pas arrivés au pouvoir. Il est temps que la gauche se rende compte de sa capacité véritable de saisir ses opportunités. Il faut qu'elle prenne conscience qu'il y a des acteurs politiques capables de rallier ce pan de gens progressistes dans les grandes coalitions patriotiques nationales. Dans le cas du Sénégal je n'ai pas perdu espoir que cela se fasse. Les échéances locales vont peut-être permettre d'éclairer ce qu'il va se passer. Et en prévision de 2024, j'ose espérer que les Sénégalais vont prendre la pleine mesure que les projets de société ne peuvent pas être l'affairisme. Au contraire il faut élargir les manœuvres de l'Etat dans le sens des besoins des populations.

**Avez-vous des alternatives à proposer à la jeunesse sénégalaise ?**

Tout ce que je peux conseiller c'est que les luttes véritables sont dans la rue. L'éveil se fait au niveau de la capacité de comprendre la politique, de savoir qu'il y a des partis politiques. Donc il faut que les jeunes s'impliquent dans la politique, au niveau local comme au niveau supérieur. Il faut que les jeunes se rendent compte qu'en étant la majorité de la population, ils ont leurs voix au chapitre, c'est-à-dire dans les processus de décisions.